

CASINOS ET JEUX DE HASARD

Profil sectoriel



Faits et chiffres, 2016

Ventes totales	16 G\$
PIB total <i>Pourcentage du PIB du Canada</i>	2,2 G\$ 0,1%
Nombre total d'emplois <i>Fluctuation depuis 2007</i>	41000 -10%
Salaire horaire moyen (à l'exclusion des heures supplémentaires)* <i>Fluctuation corrigée en fonction de l'inflation depuis 2007</i>	18,71\$ -1%
Croissance de la productivité de 2007 à 2016	7%
Nombre moyen d'heures de travail par semaine (à l'exclusion des heures supplémentaires)	22
Nombre moyen d'heures supplémentaires par année	432
Taux de syndicalisation (approximatif)	36%
Nombre de membres d'Unifor dans le secteur	8700
Pourcentage de membres d'Unifor	3%
Nombre d'unités de négociation d'Unifor	17
Taille moyenne des unités de négociation	510

Source: CANSIM, Service de recherche d'Unifor

*Données de 2015

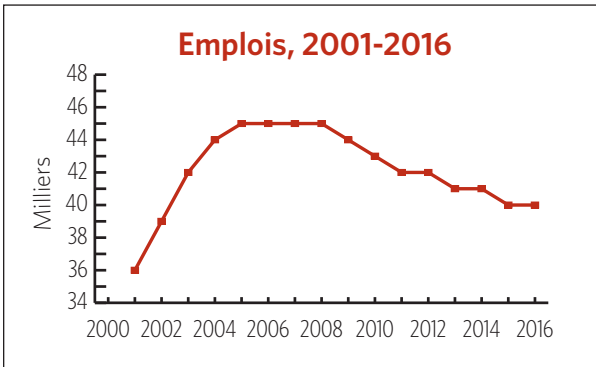


unifor
theUnion | le syndicat

unifor.org

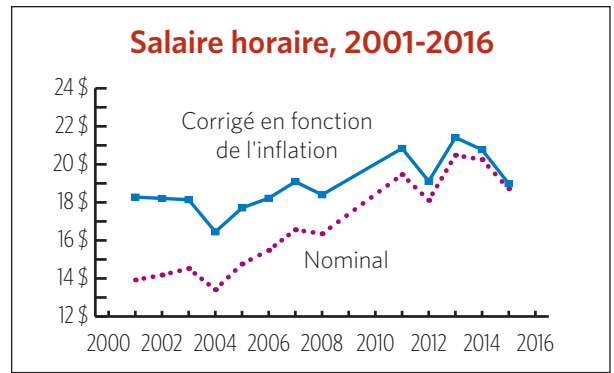
Conditions actuelles

Ensemble, l'hôtellerie, la restauration et les jeux de hasard forment l'un des plus grands secteurs d'Unifor. Les jeux de hasard, plus particulièrement, affichent une croissance rapide depuis 20 ans. De 1992 à 2010, les recettes provenant des terminaux de loterie vidéo (TLV), des jeux de loterie et des casinos sont passées de 2,7 à 14 milliards de dollars au Canada. En 2015, on dénombrait près de 1200 établissements de jeux au Canada, dont des casinos, des salles de bingo, des loteries et des sites de paris hors hippodromes.



Globalement, l'industrie des casinos et des jeux de hasard génère des ventes annuelles de 16 milliards de dollars, contribue au PIB du Canada à hauteur de 2,2 milliards de dollars et emploie approximativement 41 000 personnes. Le rendement économique de cette industrie est stable depuis 10 ans, même si le nombre d'emplois varie de 37 000 (creux enregistré en 2001) à 46 000 (sommet atteint en 2006). Depuis le début de la grande récession de 2008, l'industrie a réduit ses effectifs de 10 %.

Depuis 2001, la part du PIB que les jeux de hasard représentent diminue constamment



en Ontario, alors qu'elle augmente de façon soutenue en Colombie-Britannique. Dans cette industrie, les facteurs qui influencent l'activité économique comprennent les phases de ralentissement du cycle économique et la force du dollar canadien, en partie parce que les jeux de hasard sont étroitement liés au tourisme, aux sorties dans les casinos et à la croissance des revenus des ménages.

Dans l'industrie des jeux de hasard, les gains horaires sont passés de 14 \$ en 2001 à 20 \$ en 2014, avant de s'établir à 19 \$ en 2015. Or, après correction pour l'inflation, les gains horaires moyens stagnent, ce qui illustre en partie la régression de l'emploi dans cette industrie. Dans l'industrie des jeux de hasard, un grand nombre de travailleuses et travailleurs n'arrivent pas à avoir un horaire à temps plein, ce qui complique le problème de la stagnation des gains. En 2016, le nombre moyen d'heures de travail par semaine, qui était stable depuis 2007, s'élevait à 22. Toutefois, l'industrie mise beaucoup sur les heures supplémentaires : le travailleur moyen fait à peu près 430 heures supplémentaires par année.

Dans l'industrie des jeux de hasard, c'est l'Ontario qui compte le plus grand nombre de travailleuses et travailleurs au Canada. On en dénombre 13 800, soit le tiers des effectifs dans

cette industrie. Le nombre d'emplois augmente évidemment lorsqu'on y inclut les emplois associés aux établissements de jeux dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration, des services alimentaires, du commerce de détail et du divertissement.

Les jeux de hasard représentent une source de revenus importante pour les gouvernements provinciaux. En 2013-2014, les recettes nettes tirées des jeux de hasard totalisaient 7,2 milliards de dollars au Canada. De toutes les provinces, l'Ontario produit la plus grande part de ces recettes, soit 1,9 milliard de dollars.

Unifor dans l'industrie canadienne des casinos et des jeux de hasard

Employeurs choisis	Nombre approximatif de membres
Casino Caesars de Windsor	2 050
Casino Rama	1 650
OLG	1 300
Manitoba Liquor & Lotteries	1 000

Pour ce qui est des casinos et des jeux de hasard, Unifor est le principal syndicat au Canada. Ses quelque 9 000 membres sont répartis en 17 unités de négociation. L'unité de négociation moyenne a donc une taille considérable. Plus de 80 % des membres d'Unifor dans l'industrie des jeux de hasard travaillent en Ontario. Près de 1 000 membres sont employés au Manitoba, alors que 600 autres travaillent en Colombie-Britannique.

Étant donné que la plupart des membres travaillent dans un seul établissement

(généralement d'envergure), il n'est pas étonnant que les quatre principaux employeurs représentent les deux tiers des effectifs d'Unifor dans l'industrie des jeux de hasard. Le casino Caesars de Windsor emploie plus de 2 000 personnes; le Casino Rama, 1 650; la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), 1 300; et Manitoba Liquor & Lotteries, environ 1 000.

Dans ce secteur, le taux de syndicalisation, estimé à 25 %, est inférieur à la moyenne du secteur tertiaire dans son ensemble, où près d'un travailleur sur trois est visé par une convention collective. Il est difficile d'élever les normes de l'industrie relativement aux salaires et aux conditions de travail à cause du taux de syndicalisation inférieur à la moyenne. Toutefois, la situation présente beaucoup de possibilités en ce sens qu'un grand nombre de lieux de travail bénéficieraient d'être représentés par Unifor.

Prochaine étape : Développer l'industrie des casinos et des jeux de hasard

En Ontario, OLG a mis en œuvre un plan de modernisation qui consiste à confier toutes les activités liées aux jeux de hasard à des entreprises privées. Cette orientation stratégique s'inscrit dans les tendances observées en Colombie-Britannique, en Alberta, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, où les casinos sont exploités par des entreprises privées. Elle a une incidence énorme sur les travailleuses et travailleurs, syndiqués ou non, sur le plan des droits du successeur. En effet, lorsqu'une nouvelle entreprise obtient le droit d'exploiter un casino,

les employées et employés perdent leur régime public de retraite et voient leurs salaires et leurs conditions de travail se détériorer.

De plus en plus présentes dans l'industrie canadienne des casinos, les entreprises privées investissent massivement pour attirer de nouveaux clients en offrant un éventail diversifié de services et de divertissements. Par conséquent, elles cherchent à revaloriser les établissements existants en y incluant davantage de restaurants, de bars, de chambres d'hôtel, de boutiques et de salles de spectacle, ce qui décuple les occasions de recrutement pour Unifor.

Plusieurs gouvernements provinciaux opèrent un virage technologique vers les jeux numériques ou en ligne, comme la Colombie-Britannique, le Manitoba et le Québec. En 2015, OLG a lancé un site de jeux en ligne (playolg.ca) où les visiteurs peuvent parier en ligne et acheter des billets de loterie. On craint que ce virage électronique se répercute sur les emplois dans les casinos, dont la fréquentation diminuera probablement, et exacerbe les problèmes de dépendance au jeu.

Principaux enjeux liés au développement du secteur

- Négocier des dates d'expiration communes pour renforcer le pouvoir de négociation (avec un seul employeur ayant plusieurs lieux de travail).
- S'opposer à la privatisation d'OLG et des établissements de jeux provinciaux comparables, laquelle accentuerait la pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail et nuirait à l'accroissement de la représentation syndicale.
- Prendre appui sur la campagne de recrutement fructueuse menée au Casino Rama en étendant les activités de syndicalisation au reste de l'industrie. Ce faisant, s'efforcer d'établir des normes sectorielles pour ce qui est de la rémunération, de la sécurité d'emploi, des heures de travail et d'autres conditions de travail.
- Travailler afin de s'assurer que la tendance à la numérisation des jeux de hasard et au transfert de l'expérience de jouer au casino en ligne n'aggrave pas davantage la situation des emplois.



unifor
theUnion | lesyndicat